

La Réforme du collège comme trahison de l'enseignement public ***Quand les masques tombent et quand le mensonge devient mensonge d'Etat***

Nous autres professeurs de l'Académie de Toulouse, de plus en plus indignés, condamnons l'attitude partisane du président de la République, qui, en soutenant les mensonges de sa ministre de l'éducation, abandonne son rôle d'arbitre et croit bon de sacrifier un peu plus sa crédibilité.

Sur la faiblesse misérable de la réforme, tout a été dit : 20% des enseignements deviennent, aux dépens des vrais enseignements, des Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI), divertissants, sans cohérence et partout différents. Dans cet enseignement pratique intermittent est désormais intégré en totalité l'enseignement des humanités, ce qui veut dire que le latin et le grec, devenus des enseignements ludiques à éclipse, sont massacrés, éradiqués comme discipline à part entière.

Ce qu'on dit moins, c'est que le projet de réforme, en dehors de ces 20% d'enseignements divertissants (grec et latin compris), **c'est aussi un recul du nombre d'heures d'enseignement** : deux heures par semaine en moins, selon les analyses indépendantes les plus fiables. Le calcul n'est pas facile, car la ministre déplace ses heures avec dextérité d'un paquet à un autre, comme dans un jeu de bonneteau sur un champ de foire (« Ouketil ? Ouketil ? » comme dit Michel Simon dans le film *Fric Frac*), tandis que les bonimenteurs complices (les « barons », dont fait maintenant partie le chef de l'Etat en personne) accompagnent ces tours de passe-passe de leurs bobards. Seule probabilité, sinon certitude : le « client » ne peut manquer d'y laisser des plumes.

La conception misérablement fautive qu'a la ministre de l'actuel enseignement du latin et du grec éclate dans les propos qu'elle tient. Par exemple sur I télé le 6 mai. Citation : « Au lieu de se contenter de faire juste des déclinaisons aux élèves, on leur apprendra la culture antique, la civilisation antique... en utilisant les outils numériques... ». **Accuser les professeurs de lettres classiques de se contenter de faire à nonner *rosa* et *dominus* est un pur scandale.** Leur enseignement actuel, transformé depuis des années, ouvert à tous les élèves et attirant une forte minorité d'entre eux, est exactement celui que la ministre fait semblant de vouloir imposer : un enseignement des catégories de langue (dont l'utilité pour le français et les langues vivantes est reconnue) et beaucoup de civilisation et de culture, sous une forme historique, critique, imagée et comparative, avec une large utilisation de l'outil informatique. Tandis que l'enseignement du latin que la ministre prétend nous imposer de force, à nous autres professeurs qui vomissons tous son projet, et qu'elle prétend proposer à de jeunes élèves qui méritent mieux, c'est une caricature d'enseignement, un dérisoire enseignement au rabais. L'attitude de la ministre, parce qu'elle est absolument méprisante, est absolument méprisable. Elle ne fait que mettre en lumière son incompétence et sa duplicité. Dans la suite de ses propos du 6 mai, la ministre s'enfonce dans son mensonge habituel : elle soutient sans rire que son projet a pour but de « promouvoir le latin et le grec », en rendant accessibles à tous les élèves « des offres qui étaient réservées à une minorité » (sic). Elle sait pourtant mieux que quiconque que **c'est actuellement que les options de langues anciennes sont offertes à tous (aucun parent ne l'ignore)** ; au contraire les EPI, ces Enseignements Pratiques intermittents seront organisés d'une manière autonome par chaque établissement. Où seront mis en place des EPI comprenant du latin et du grec, enseignements exigeants et de haut niveau ? Certainement pas partout. Généralement pas dans les banlieues. Mais la ministre ose parler d'égalité, de démocratie et de latin pour tous.

Aujourd'hui, les masques tombent. Les propos tenus oralement, mais aussi les prétendues « vérités » étalées par pages entières sur les sites du ministère et du gouvernement jettent une cruelle clarté sur la nature de la réforme et sur ses motivations.

D'un côté la ministre, tout en appelant au débat, un débat serein, affirme que le projet est « déjà voté ». Seule contre tous, mais plus intelligente que tout le monde, elle traite les opposants de « pseudo-intellectuels » qui répercutent « des rumeurs » (sic). Cette brochette de Nuls incapables de lire et de penser, ce sont des savants et des penseurs tels que Marc Fumaroli, Pierre Nora, Régis Debray, Alain Finkelkraut, François Hartog, Laurent Lafforgue (médaille Fields de mathématiques, le « prix Nobel » des maths), Jean-Pierre Le Goff, Michel Zink, Heinz Wismann, de nombreux universitaires, d'anciens ministres de l'éducation et de la culture comme François Bayrou, Luc Ferry et enfin...Jack Lang !

De l'autre côté, les sites gouvernementaux s'efforcent de présenter les syndicalistes, les savants et les politiques qui condamnent massivement le projet comme de vils conservateurs tardigrades, en utilisant un langage gauchisant qui fait comiquement écho aux vieilles théories de Pierre Bourdieu. Comme les pseudo-pédagogues qui inspirent la réforme étalent désormais sans se cacher leur vieille haine des humanités « bourgeoises » et leur volonté de refuser aux jeunes, et notamment aux plus défavorisés, la culture historique et critique dont ils ont bénéficié, voilà que le site du ministère se met à parler d'« options privilégiées », d'« élitisme dynastique », d'« option parfois dévoyée pour organiser l'entre-soi culturel et social ». Et maintenant, le 6 mai, le président de la République en personne, volant au secours de sa ministre en difficulté, reprend à son compte ces vieilles lunes et se met à dénoncer « le concert des immobiles », « la reproduction des élites ». S'emparer du dossier d'une façon aussi piteuse, en reprenant un tel verbiage, est indigne du chef de l'Etat.

Voici enfin avec quelles phrases cruelles deux hautes personnalités du parti au pouvoir parlent de la réforme proposée :

• **Julien Dray** (sur RTL, le 6 mai) : « **Je pense qu'il faut reprendre la réforme... Je pense que le latin et le grec ne sont pas des matières périmées.** »

• **Jack Lang** (sur France Inter, 7 mai) : « Les bonnes idées qui figurent dans le programme présidentiel de François Hollande ont été plus ou moins mises à mal depuis deux ans par une politique éducative incertaine... Une crainte qui est la mienne (est) la suppression de filières d'excellence qui ont fait leurs preuves... Il faut réfléchir au rétablissement de classes européennes. De même, je regrette que les langues anciennes, dans la réforme proposée, risquent d'être asphyxiées... C'est M. Châtel qui a supprimé le CAPES de lettres classiques. **Alors, foin d'hypocrisie. Moi, je suis pour l'enseignement du latin et du grec inscrits pleinement, comme matières, dans le cycle, dans les cycles, du collège...** (20% de latinistes), c'est une minorité importante, et contrairement à ce qu'on raconte souvent, dans des quartiers pas faciles. Ça redonne souvent une confiance, une dignité, une force à des élèves... Je crois que notre ambition pour la culture, comme pour l'éducation, est de construire une culture élitaire pour tous, une excellence pour tous. **Ce n'est pas en décapitant le meilleur, ou la recherche, ou les filières d'excellence, que l'on peut construire une école de l'égalité et de la démocratie.** »

« **Construire une école de l'égalité et de la démocratie** » : tout est dit. Ou presque. Car le projet de réforme, c'est aussi une arnaque, moins d'heures, moins de moyens et, n'en déplaise au président de la République, beaucoup d'esbrouffe.

Il est encore temps, il est plus que temps de construire, d'une manière concertée, un véritable projet démocratique et égalitaire.